

CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CD/PV.600
1er août 1991

FRANCAIS

COMPTE RENDU DEFINITIF DE LA SIX CENTIEME SEANCE

Tenue au Palais des Nations, à Genève,
le jeudi 1er août 1991, à 10 heures

Président : M. Stephen J. Ledogar (Etats-Unis d'Amérique)

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je déclare ouverte la 600ème séance plénière de la Conférence du désarmement.

Je voudrais tout d'abord, au nom de la Conférence et en ma qualité de Président, présenter nos chaleureuses félicitations au représentant de la Suisse à l'occasion du 700ème anniversaire de la Confédération helvétique. Il n'est guère nécessaire d'insister sur le rôle éminent que la Suisse a joué et continue à jouer dans les affaires internationales. Sa réputation en tant que centre des négociations délicates relatives aux grandes questions qui préoccupent la communauté internationale est bien connue, non seulement de nous autres diplomates mais aussi de l'opinion publique mondiale. L'importance de ce rôle est encore renforcée par une tradition extrêmement précieuse dans le domaine du droit international humanitaire et par la participation d'institutions suisses aux activités d'assistance aux victimes des régions dévastées par la guerre et les catastrophes naturelles. Ce n'est certainement pas un hasard si la Suisse accueille nombre d'organisations du système des Nations Unies, et notamment notre Conférence, à laquelle elle apporte une contribution efficace. Je prie donc le représentant de la Suisse de transmettre à son gouvernement nos meilleurs vœux à l'occasion de cet anniversaire historique.

Je voudrais maintenant, au nom de la Conférence, souhaiter chaleureusement la bienvenue au nouveau représentant de l'Indonésie, l'ambassadeur Soemadi Brotodiningrat, présent parmi nous aujourd'hui. Ce faisant, je tiens aussi à l'assurer que ma délégation continuera à coopérer avec la sienne dans le cadre de la Conférence. Je suis certain que notre collègue saura poursuivre l'excellent travail de son prédécesseur. Je salue aussi la présence parmi nous aujourd'hui des participants au Programme de bourses d'étude en matière de désarmement de 1991, qui vont suivre nos travaux dans le cadre de leurs activités. Nous leur présentons tous nos vœux de réussite.

Sont inscrits sur la liste des orateurs pour aujourd'hui les représentants de la France et du Pakistan. Quand nous serons arrivés à la fin de la liste, je ferai également une brève déclaration en tant que représentant des Etats-Unis d'Amérique, suivi par le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques. Je donne maintenant la parole au représentant de la France, l'Ambassadeur Errera.

M. ERRERA (France) : Monsieur le Président, je voudrais tout d'abord vous exprimer mes plus chaleureuses félicitations pour votre accession à la présidence de notre Conférence. Chacun peut mesurer l'autorité, la hauteur de vue et l'efficacité avec laquelle vous conduisez nos travaux. Je me réjouis aussi de prendre la parole au lendemain de la signature entre les Etats-Unis et l'Union soviétique d'un accord de désarmement que mon gouvernement, comme beaucoup d'autres, a salué comme un événement historique et sur lequel ma délégation aura l'occasion de s'exprimer dans un proche avenir. Je souhaiterais également adresser mes plus vives félicitations au représentant de la Suisse pour la Fête nationale de son pays qui correspond cette année au 700ème Anniversaire de la Confédération. Enfin, je voudrais également saluer et souhaiter la bienvenue à notre nouveau collègue d'Indonésie.

(M. Errera. France)

J'ai demandé aujourd'hui la parole pour présenter un document de travail (distribué sous la cote CD/1092), relatif à la prévention d'une course aux armements dans l'espace. Dans son récent plan de maîtrise des armements et de désarmement, que j'ai eu l'occasion de présenter ici le 6 juin dernier, la France proposait d'élaborer un régime de mesures de confiance dans l'espace, notamment sous la forme d'un "code de bonne conduite spatiale", applicable aux satellites civils et militaires.

Le sujet naturellement n'est pas nouveau. Il a déjà fait l'objet de discussions au sein de la Conférence, et en particulier de son Comité spécial sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace, où ont été présentées depuis 1985 de nombreuses propositions, notamment par la République fédérale d'Allemagne, le Canada, l'Australie, la Pologne, l'Union soviétique et l'Argentine. Ces travaux ont montré que ce thème recueillait un intérêt et un soutien croissants. Chacun prend en effet conscience des difficultés que présenterait une interdiction totale du déploiement d'armes dans l'espace : comment définir, par exemple, ces armes et surtout comment vérifier une telle interdiction ?

En revanche, au moyen de mesures de confiance - développement de l'immatriculation et règles de comportement - l'objectif est de renforcer la sécurité des activités spatiales en prévenant toute utilisation agressive de l'espace. L'expérience acquise sur terre montre bien que la mise en oeuvre de mesures de confiance et de sécurité peut constituer une étape fondamentale conduisant ultérieurement vers le désarmement. Cette démarche, selon nous, n'irait pas seulement dans le sens des intérêts de toutes les puissances spatiales, mais elle contribuerait à assurer la stabilité internationale et à permettre un développement de la coopération spatiale à des fins civiles et scientifiques, dans l'intérêt de tous les Etats, conformément à l'esprit du Traité sur l'espace de 1967. C'est pourquoi, parmi tous les sujets discutés au sein du Comité spécial sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace, la France est convaincue que c'est celui des mesures de confiance qui offre le plus de perspectives pour un proche avenir.

Par ailleurs, la France proposait également, dans son plan de désarmement du 3 juin, la mise en place d'agences régionales de transparence, qui bénéficieraient du recours aux images satellitaires dans le cadre d'accords régionaux de confiance et de sécurité. L'utilité des données provenant de l'observation spatiale dans la vérification d'accords de désarmement ou la gestion de crise n'est plus à démontrer. D'autre part, la communauté internationale reconnaît de manière croissante la nécessité d'une approche régionale de la sécurité et du désarmement. La France est donc disposée, pour sa part, à apporter sa contribution à la mise en place de telles agences, notamment au moyen de la formation de spécialistes en photo-interprétation, de la définition des moyens de réception qui pourraient être mis à la disposition de ces agences et d'une concertation avec les autres producteurs d'images spatiales pour la fourniture aux agences des données nécessaires à leur fonctionnement.

(M. Errera. France)

Le document de travail déposé par ma délégation apporte des précisions sur ces différentes propositions. Il fera également l'objet d'une présentation plus détaillée par un expert du Centre National d'Etudes Spatiales (CNES), M. Pierre-Henri Pisani, lors de la prochaine séance du Comité spécial sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace, le 6 août prochain. J'espère que cette contribution permettra aux travaux de ce Comité de progresser.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant de la France de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a adressées à la présidence. Je donne maintenant la parole au représentant du Pakistan, l'Ambassadeur Kamal.

M. KAMAL (Pakistan) (traduit de l'anglais) : Dans ma déclaration d'aujourd'hui, je me propose d'aborder certains aspects de la future convention sur les armes chimiques, sujet important auquel la Conférence du désarmement continue de consacrer le plus clair de son temps. Permettez-moi dès le départ de répéter ce que la convention signifie selon nous. Nous sommes en faveur d'un traité global, efficace et équitable qui interdise la mise au point, le stockage, l'acquisition, le transfert et l'emploi d'armes chimiques et qui prévoie la destruction totale des stocks existants, des installations de production et des vecteurs de ces armes. Une convention qui ne contiendrait pas au moins ces dispositions fondamentales ne recueillerait pas l'appui universel, ce qui saperait le concept essentiel de l'interdiction complète des armes chimiques. Permettez-moi également de réaffirmer formellement que le Pakistan ne possède pas d'armes chimiques et ne désire pas en acquérir, et qu'il continuera à contribuer activement et positivement à la conclusion rapide d'une convention sur ces armes.

L'élan donné à nos négociations par le récent changement de position des Etats-Unis vient à son heure et nous nous en félicitons. En fait, il nous a permis d'affiner l'article premier, qui pour la première fois énonce clairement et sans ambages l'interdiction d'emploi. Si nous poursuivons dans le même esprit nos travaux durant les mois prochains, en tenant dûment compte des vues de tous les participants aux négociations, il n'y a pas de raisons que nous ne puissions pas conclure une convention d'ici à la fin de 1992, comme nous en avons déjà pris la résolution.

La confiance à l'égard du respect de la future convention est au coeur de nos négociations. Il serait par trop simpliste d'établir un accord de désarmement d'une importance capitale en partant uniquement de l'hypothèse que les Etats parties y accéderaient de bonne foi, dans l'intention d'en respecter les termes. Les dispositions concernant la vérification et le respect devront donc porter création d'un système veillant à ce que les obligations conventionnelles soient rigoureusement exécutées. Tandis qu'il ne semble pas possible de créer un mécanisme assurant à cent pour cent le respect, ce que nous recherchons est un système de vérification efficace et équitable qui porte au maximum la confiance dans les dispositions du traité. Il est évident que le type et le degré d'intrusion de la vérification à laquelle une activité serait soumise devraient être déterminés par l'élément de risque que ladite activité constitue pour la convention.

(M. Kamal, Pakistan)

Le régime de vérification que nous mettons au point comprend deux éléments principaux, à savoir les inspections de routine au titre de l'article VI et les inspections par mise en demeure au titre de l'article IX. Je les aborderai à tour de rôle. Pour ce qui concerne la vérification au titre de l'article VI, son importance est indéniable. Contrairement aux dispositions de la convention concernant la destruction, qui ne s'appliqueront qu'aux Etats dotés d'armes chimiques et qui, nous l'espérons, seront caduques après la période de destruction de dix ans durant laquelle les stocks et les installations de production seront éliminés, le régime de surveillance des activités non interdites par la convention sera de durée illimitée et intéressera directement un nombre de pays considérablement plus élevé. Dans ce contexte, nous avons abordé la question de la production clandestine dans des installations normalement consacrées à des fins pacifiques mais susceptibles d'être affectées à la fabrication de produits chimiques constituant un risque pour les objectifs de la convention. En élaborant un régime visant à répondre à ces préoccupations, nous devons veiller à ce qu'il soit le moins intrusif possible tout en étant le plus performant possible par rapport aux coûts. Nous ne sommes pas en faveur d'un système qui mette des obstacles inutiles à l'industrie chimique civile et dans lequel on cherche à introduire certains éléments de la procédure d'inspection par mise en demeure. Persister à vouloir inclure de tels concepts pourrait fort bien aboutir à politiser inutilement une activité qui a foncièrement un caractère de routine.

Les dispositions de l'article IX sur les inspections par mise en demeure occuperont une place centrale dans la convention proposée, à la fois pour assurer la confiance dans son application et pour décourager des violations potentielles. Pour être efficace, l'application de ces procédures devra être rapide, non discriminatoire et obligatoire. Bien que ces principes semblent maintenant être acceptés d'une manière générale, il n'est pas facile de les transcrire en termes acceptables pour tous. De nombreuses propositions ont été avancées, mais rien n'a encore abouti. Le document de travail présenté récemment par quatre délégations représente un effort courageux et positif en vue de sortir de l'impasse, et nous avons noté qu'il s'était écarté de certains concepts considérés jusqu'ici comme sacro-saints et non négociables, et cela en vue d'essayer de répondre à plusieurs des préoccupations que diverses délégations ont soulevées au Comité spécial.

A propos des inspections par mise en demeure, je voudrais souligner à nouveau certaines idées que ma délégation a déjà avancées et auxquelles elle attache toujours du prix. Particulièrement essentielle à cet égard est la nécessité impérative d'inclure des conditions claires qui empêchent l'abus du recours à ces inspections et qui garantissent le droit légitime des Etats, et plus particulièrement des petits Etats, de protéger et sauvegarder des informations et des installations sensibles sans rapport avec la convention. Par conséquent, une fois lancée, une inspection par mise en demeure relève des Etats parties et ne peut plus être traitée comme une affaire bilatérale entre l'Etat requérant et l'Etat requis : c'est au secrétariat technique qu'il incombe au premier chef d'effectuer l'inspection. Il reste encore à définir clairement le rôle de l'observateur, en prenant soin de ne pas en faire un "inspecteur des inspecteurs". Enfin, quelles que soient les évaluations subjectives des parties en cause, une fois que l'inspection sera achevée,

(M. Kamal, Pakistan)

c'est au Conseil exécutif qu'il appartiendra de déterminer sans ambiguïté si les dispositions de la convention ont été ou non respectées. La non-inclusion d'une telle clause dans le texte entretiendrait un climat de soupçon et saperait la confiance dans les procédures de vérification.

Les articles X et XI de la convention sont particulièrement importants pour les pays en développement. Ma délégation s'est intéressée tout spécialement à l'élaboration de leurs dispositions, et nous sommes heureux de voir qu'un accord s'est finalement dégagé au sein du Comité spécial pour leur donner une plus grande importance en les plaçant dans l'appendice I. Il s'agit sans conteste d'un progrès décisif que l'on attendait depuis longtemps, même si les dispositions de ces articles doivent être encore précisées davantage. La viabilité et l'universalité de la convention dépendront en grande partie de la forme définitive qu'acquerront ces articles d'ici à la fin des négociations.

Bien que le texte de l'article X soit relativement précis, il n'est pas inutile de répéter ce qui devrait y figurer à notre sens. Tout d'abord, un article qui ne garantirait pas une assistance et une protection obligatoires en cas d'emploi ou de menace d'emploi d'armes chimiques déboucherait sur une convention boîteuse. Ensuite, le système établi au titre de cet article devrait prévoir une assistance ayant le même caractère automatique et prévisible que celui que l'on s'efforce de donner aux mécanismes de vérification, dans la mesure où ces deux procédures sont directement complémentaires. Enfin, un système d'assistance et de protection sera lettre morte si des ressources adéquates ne sont pas mises à la disposition effective du Directeur général afin de lui permettre de fournir une assistance et une protection en cas de besoin, surtout dans les cas nécessitant une assistance urgente.

Le libellé de l'article XI a été mis au point il y a quelques années et il conviendrait de le préciser pour refléter les réalités actuelles. Selon nous, les dispositions de cet article devraient comprendre l'obligation des Etats parties de ne pas faire obstacle à la coopération internationale dans le domaine des utilisations à des fins pacifiques des sciences et techniques chimiques, et l'engagement à supprimer les mécanismes discriminatoires existants une fois que la convention sera entrée en vigueur. Il a été suggéré à maintes reprises dans cette instance que tous les Etats proclament leur intention d'adhérer à une future convention alors même que son texte fait encore l'objet de négociations; de même, les Etats membres qui, séparément ou collectivement, appliquent des contrôles à l'exportation et des restrictions au transfert de certains produits chimiques, pourraient envisager de proclamer leur intention de ne plus appliquer ces mesures aux Etats qui auront signé la future convention. Parallèlement, comme l'a suggéré l'Autriche avec l'appui d'autres Etats, les Etats membres qui ont formulé des réserves dans le cadre du Protocole de Genève pourraient également envisager d'annoncer leur intention de les retirer lorsque la convention entrera en vigueur. De tels gestes renforceraient la confiance dans la convention et contribueraient à la rendre universelle, ce qui est notre objectif à tous.

(M. Kamal. Pakistan)

Il reste à résoudre les délicates questions de la composition, de la compétence et des fonctions du Conseil exécutif, et nous espérons qu'elles seront abordées dans un cadre approprié au cours de la présente session du Comité spécial. Les discussions que nous avons eues nous ont aidés à identifier la plupart des questions et possibilités. Ce qu'il faut maintenant, c'est la volonté de parvenir à un compromis qui devrait être réaliste et équitable.

Nous partageons l'opinion exprimée par la majorité des délégations selon laquelle le Conseil exécutif devrait comprendre 25 à 30 membres. Nous pensons en même temps que la convention devrait contenir des dispositions prévoyant un élargissement du Conseil exécutif dans le futur, si la situation l'exige.

A l'heure de choisir un système de répartition des sièges, il faut trouver un équilibre entre les intérêts indéniables des Etats qui ont une industrie chimique importante - un grand nombre de ces industries seront directement touchées par la convention, ou leur coopération sera essentielle - les intérêts tout aussi indéniables des Etats situés dans des régions particulièrement sensibles ou qui ont de bonnes raisons de penser qu'ils sont menacés, et la nécessité globale et impérieuse d'une composition démocratique tenant compte de la répartition géographique. Il conviendra de faire preuve cependant d'une certaine souplesse afin qu'aucun de ces trois intérêts légitimes n'évince les deux autres, et que la composition de cet organe capital ne soit pas de nature à en conditionner les décisions. Nous pensons qu'il est possible de trouver une formule, à condition que tout le monde convienne de la nécessité d'un compromis et d'un équilibre entre ces trois types d'intérêt.

Nous nous trouvons actuellement dans une phase d'activités intenses et accrues, et de nombreux facteurs nous portent à croire qu'il est possible de parvenir à des résultats positifs dans la négociation et la rédaction d'une convention qui sera complète et équitable et qui entraînera ensuite le type d'adhésion universelle que nous recherchons tous. Chacun d'entre nous devrait faire preuve de perspicacité à l'heure où le succès se profile à l'horizon et où nous voyons tous la possibilité concrète de bannir à court terme de notre communauté mondiale une catégorie entière d'armes odieuses.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant du Pakistan de sa déclaration. Puisque je n'ai maintenant aucun autre orateur inscrit sur ma liste, je poursuivrai ma propre déclaration. Mais je vois que le représentant de l'Allemagne, l'Ambassadeur von Wagner, souhaite prendre la parole et je la lui donne.

M. RITTER von WAGNER (Allemagne) (traduit de l'anglais) :
Monsieur le Président, je vous prie de m'excuser d'avoir demandé la parole sans être inscrit sur votre liste. La raison en est que la délégation allemande a le plaisir de vous informer que les représentants de l'Allemagne au Groupe spécial d'experts scientifiques chargé d'examiner des mesures de coopération internationale en vue de la détection et de l'identification d'événements sismiques, MM. Harjes et Henger, présenteront un exposé technique

(M. Ritter von Wagner, Allemagne)

sur les "leçons tirées du deuxième Essai technique du Groupe d'experts scientifiques : proposition concernant un concept de stations sismiques ouvertes". Les auteurs de cet exposé proposeront une solution de remplacement à l'idée actuelle de centres de données nationaux et internationaux pour la vérification d'un traité d'interdiction des essais nucléaires. La notion de station sismologique ouverte présenterait d'importants avantages puisqu'elle permettrait à tous les participants d'accéder immédiatement, sans obstacle et à tout moment, aux données sur les tracés sismiques; la recherche de données en fonction des nécessités d'accès réduira les besoins de communication et, en fin de compte, les coûts de transmission des données seront considérablement moindres. L'exposé se déroulera le 7 août 1991 à 15 heures, dans la salle XVI, au 5ème étage du Palais des Nations, et sera suivi d'une réception au Restaurant des délégués, au 8ème étage. La délégation allemande serait très honorée si les délégations pouvaient trouver le temps de venir entendre cet exposé et d'assister à la réception.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant de l'Allemagne de sa déclaration et nous prenons dûment note de ce qu'il nous a annoncé. Nous passerons maintenant aux brèves déclarations des Etats-Unis d'Amérique et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

Comme l'a déjà noté le représentant de la France, les présidents Bush et Gorbatchev ont signé hier à Moscou un accord historique, le Traité START, sur la réduction des armes stratégiques. Cette cérémonie est l'aboutissement de neuf années de travail intense accompli ici à Genève et représente un progrès majeur en vue d'assurer un équilibre plus stable et prévisible à de plus bas niveaux de forces nucléaires stratégiques.

Une fois ratifié, le Traité START permettra de réduire en sept ans les armes nucléaires stratégiques de chaque partie, qui passeront de leur nombre actuel, compris entre 10 000 et 11 000, à un chiffre allant de 8 000 à 9 000 armes. L'accord porte sur une réduction importante des armes les plus déstabilisantes et les plus dangereuses - les missiles balistiques basés à terre et leurs ogives - et impose des restrictions à des types spécifiques d'armes stratégiques. Le Traité consacre les concepts d'égalité, de stabilité, de prévisibilité, de réductions profondes et de transparence.

L'aspect le plus important de cet instrument est peut-être la contribution qu'il apporte en vue d'accroître la prévisibilité et la transparence. Un protocole contenant plus de 80 types différents de notifications aidera chaque partie à comprendre les activités militaires stratégiques de l'autre. Douze formes différentes d'inspections et la surveillance permanente de la production de certains missiles balistiques dans chaque pays donneront l'assurance ferme que les obligations découlant du Traité sont respectées. Le Traité aura une durée de 15 ans à moins d'être remplacé avant ce terme par un accord postérieur.

Nous envisageons de présenter ici ultérieurement le texte fondamental du Traité START en tant que document de la Conférence du désarmement.

(Le Président)

Je donne maintenant la parole au représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, l'Ambassadeur Batsanov.

M. BATSANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (traduit du russe) : Je tiens avant tout à adresser nos félicitations au représentant de la Suisse, l'Ambassadeur von Arx, et aux membres de sa délégation à l'occasion du 700ème anniversaire de la Confédération helvétique. Il s'agit d'un jalon important dans l'histoire d'un pays qui joue un rôle positif fondamental sur le plan européen et mondial. Nous apprécions non seulement l'hospitalité suisse traditionnelle, les excellentes conditions, en particulier de travail, qui sont offertes à de nombreuses organisations internationales importantes, dont la Conférence du désarmement, mais aussi l'apport constructif bien réel du Gouvernement suisse à la résolution des problèmes auxquels est confrontée la communauté mondiale. Au nom de la délégation soviétique et en mon nom propre, j'adresse en ce jour à nos collègues suisses tous mes vœux de succès, de santé et de bonheur et je les prie de bien vouloir transmettre nos sincères félicitations et nos vœux les meilleurs au Gouvernement suisse. Je tiens aussi à souhaiter la bienvenue à notre distingué Président, l'Ambassadeur Ledogar, qui dirige magistralement les travaux de la Conférence, et à exprimer la conviction que sous sa direction nous accomplirons des pas décisifs dans la résolution des problèmes dont nous sommes saisis. En tant que représentant d'un des deux Etats parties aux négociations bilatérales soviéto-américaines qui ont été couronnées hier par la signature du Traité historique sur la limitation et la réduction des armes stratégiques offensives, je voudrais aujourd'hui partager avec vous quelques réflexions à propos de cet événement, sans répéter toutefois ce qu'a déjà dit l'Ambassadeur Ledogar.

Le traité signé par les présidents de nos deux pays est le résultat de nombreuses années d'efforts qui ont exigé des hommes d'Etat, des diplomates et des militaires énormément de travail et de patience, de la volonté et de l'audace, ainsi que l'abandon de stéréotypes qui, semble-t-il, étaient plus solides que le métal dont on fait les armes. Le traité symbolise la poursuite d'un processus volontaire, sans précédent par ses dimensions et ses objectifs, de réduction des arsenaux nucléaires de l'URSS et des Etats-Unis d'Amérique. Il témoigne sans ambiguïté de la volonté des deux pays de s'acquitter des obligations qu'ils ont contractées aux termes de l'article VI du Traité sur la non-prolifération. Avec le Traité sur l'élimination des missiles soviétiques et américains de portée intermédiaire et de plus courte portée, il donne au démantèlement de l'infrastructure propre à l'affrontement nucléaire, mise en place pendant les années de la "guerre froide", un élan qu'il est d'ores et déjà difficile d'arrêter. Il est important qu'on comprenne aujourd'hui de mieux en mieux toute l'absurdité d'un monde surarmé maintenant que l'humanité est entrée dans une époque d'interdépendance économique. Le Traité n'est bien sûr pas idéal et on ne peut exclure de voir telle ou telle de ses dispositions prêter le flanc à la critique. Beaucoup diront peut-être que la réduction prévue est insuffisante. Nous sommes toutefois convaincus qu'à ce stade les parties ont fait de leur mieux et aussi tout ce qui était nécessaire pour aller de l'avant. Il est important que soient jetées les bases de futures réductions stabilisatrices d'armes stratégiques offensives et que soit formulée la volonté des parties d'aller plus loin dans cette voie, comme il est affirmé notamment dans la déclaration soviéto-américaine du 1er juin 1990.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques pour sa déclaration et pour les paroles aimables qu'il m'a adressées. Y a-t-il un autre représentant qui souhaiterait intervenir à ce stade ? Je donne la parole au représentant de la Suisse, l'Ambassadeur von Arx.

M. von ARX (Suisse) : Monsieur le Président, comme c'est la première fois que je prends la parole en séance plénière, je voudrais vous féliciter chaleureusement pour les éminentes fonctions de responsabilité qui sont les vôtres. La délégation suisse est convaincue que, sous votre direction, de même que sous celle de vos prédécesseurs, nous allons faire des progrès considérables vers notre but commun et nous vous remercions, de tous vos efforts dans ce sens, ainsi que tous ceux qui vous ont précédé. Je tiens à vous assurer de la coopération constructive de la délégation suisse. A cette occasion aussi, je voudrais saluer notre nouveau collègue de l'Indonésie.

Ainsi que les représentants de la France et de l'Union soviétique, vous avez eu l'amabilité d'adresser ce matin, à l'occasion de notre Fête nationale, des félicitations sincères et amicales à ma délégation et à mon pays à l'occasion de son 700ème anniversaire. Nous vous en remercions très vivement et je puis vous dire que vos paroles nous ont touchés. Je ne manquerai pas de les transmettre à mes autorités.

Sept cents ans d'existence d'un petit Etat au milieu d'une Europe si souvent troublée : n'y a-t-il pas là des leçons à tirer, une expérience qui peut peut-être nous être utile, à nous aussi, pour le travail si important que nous accomplissons ici, à la Conférence du désarmement ?

Tout d'abord, un premier point, peut-être. Notre Confédération helvétique n'est pas tombée du ciel, et elle n'a jamais été tout à fait finie. Elle a été créée il y a 700 ans par la ferme volonté politique de trois petits Etats montagnards au centre de notre pays, et cette volonté politique d'agrandir cet Etat, même par des entités de cultures, de langues ou de religions différentes, a été nécessaire tout au long de ces 700 ans et le sera aussi dans l'avenir. Rappelons que le dernier canton de notre pays, c'est-à-dire le canton du Jura, a été créé il n'y a pas même 20 ans, quand il s'est séparé du canton de Berne selon la volonté de sa population, avec l'agrément de la population de Berne et de la Suisse entière. Notre pays est et reste basé sur cette volonté politique, qui doit être élaborée, conservée, développée jour par jour, année par année. Quel enseignement pouvons-nous en tirer nous-mêmes pour nous aider dans notre travail, sinon que nous devons nous aussi poursuivre notre tâche politique jour après jour, sans perdre courage ni confiance, et que, même si nous avons atteint des buts intermédiaires d'importance extraordinaire, notre travail ne sera pas fini.

Un autre point encore. Il y a environ 150 ans seulement, mon pays comptait parmi les pays les plus pauvres de l'Europe. Karl Marx, à la fin d'un voyage prolongé en Suisse, a tiré les conclusions de ce qu'il avait vu et étudié. Son verdict était, qu'au regard des conditions géographiques de la Suisse caractérisées par des pierres, de l'eau, quelques pâturages et quelques vaches, et l'absence de matières premières, elle resterait toujours un Etat pauvre. Si l'on compare ce jugement avec le développement que mon pays a atteint depuis cette époque, on peut peut-être arriver à deux conclusions.

(M. von Arx, Suisse)

Premièrement, même de grands esprits peuvent se tromper, et deuxièmement, même des choses qui semblent être impossibles peuvent être réalisées. Cela aussi peut nous guider dans notre travail et nous donner du courage.

Sur ces quelques réflexions, je voudrais conclure mon intervention, en vous remerciant tous, encore une fois, pour vos chaleureuses félicitations. La délégation suisse se réjouit de vous recevoir tous ce soir au Domaine de Penthes pour notre 700ème anniversaire.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant de la Suisse pour sa déclaration et pour les paroles aimables qu'il a adressées à la présidence, et nous nous réjouissons à la perspective d'être ses hôtes ce soir. Je donne la parole au représentant de l'Indonésie, l'Ambassadeur Brotodiningrat.

M. BROTODININGRAT (Indonésie) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord de vous féliciter à l'occasion de votre accession à la présidence de la Conférence du désarmement. Je tiens aussi à rendre hommage à la délégation suisse qui célèbre aujourd'hui le 700ème anniversaire de la Confédération helvétique. Permettez-moi également de vous remercier très sincèrement des paroles aimables de bienvenue que vous venez de m'adresser. N'étant qu'un débutant, il serait prétentieux de ma part de vous promettre une contribution importante aux travaux de la Conférence, mais nul doute qu'il est tout à fait judicieux que ma délégation vous assure de son entière coopération dans l'accomplissement de la tâche exigeante qui est la vôtre. Je voudrais rappeler à ce stade l'extrême importance que mon gouvernement attache au désarmement en général et aux travaux de la Conférence en particulier. Une fois de plus, Monsieur le Président, je vous remercie beaucoup de l'accueil que vous m'avez réservé.

Le PRESIDENT : Je vous remercie et espère que vous resterez suffisamment longtemps parmi nous pour que vous puissiez achever un tour complet avant de rentrer dans votre pays.

Passons maintenant à d'autres questions. Tout d'abord, le Secrétariat a distribué aujourd'hui le calendrier des réunions que la Conférence et ses organes subsidiaires tiendront au cours de la semaine prochaine. Comme à l'accoutumée, ce calendrier est fourni à titre purement indicatif et peut être modifié si nécessaire. Cela étant entendu, je propose que nous l'adoptions.

Il en est ainsi décidé.

Je voudrais aussi rappeler qu'un certain nombre de manifestations auront lieu dans le cadre des travaux du Groupe spécial d'experts scientifiques. J'ai demandé au Secrétariat de distribuer le texte d'une communication que m'avait adressée le Président du Groupe spécial, M. Ola Dahlman, concernant une démonstration technique de la capacité de transmission d'un satellite Inmarsat. Cette lettre sera également distribuée cet après-midi aux membres du Comité spécial sur l'interdiction des essais nucléaires, à titre d'information. La démonstration technique aura lieu le 8 août à 15 heures au Salon de Genève (Restaurant des délégués, 8ème étage). Le représentant

(Le Président)

du Canada nous a également informés à notre dernière séance plénière que M. Kin Yip Chun ferait, le lundi 5 août, un bref exposé non technique sur certains aspects de ses travaux, qui sera axé sur l'évolution future des méthodes de surveillance sismique. Cet exposé aura lieu à 15 heures, Salle VII. Comme l'a annoncé aujourd'hui le représentant de l'Allemagne, la délégation de ce pays invite tous les Etats membres et non membres à une démonstration technique d'une "station sismique ouverte de la Conférence du désarmement", qui aura lieu en salle XVI le mercredi 7 août à 15 heures.

Il n'y a pas d'autres questions inscrites pour aujourd'hui. Je tiens à rappeler qu'immédiatement après la clôture, la Conférence tiendra sa dernière séance officielle consacrée au fond du point 2 de l'ordre du jour. Elle achèvera ainsi sa série de réunions officielles consacrées à l'examen des points 2 et 3 de l'ordre du jour. Bien entendu, conformément au règlement intérieur, les membres qui le souhaitent pourront continuer à s'exprimer sur ce sujet pendant les séances plénières de la Conférence. La prochaine séance plénière de la Conférence du désarmement aura lieu dans une semaine, le jeudi 8 août à 10 heures.

La séance est levée à 11 h 5.